

Sarkozy candidat : la fin d'un vrai-faux suspense ?

Le président devrait se déclarer, ce soir, au Journal de 20 Heures de TF1

Le jour J? La campagne pour l'élection présidentielle débute pour de bon aujourd'hui avec la probable entrée en lice officielle du président sortant Nicolas Sarkozy, qui briguera un deuxième et dernier mandat dans la position inconfortable du « challenger » face au favori des sondages, le socialiste François Hollande.

A 57 ans, le chef de l'État « a la niaque » et « un mental de gagnant », assurent des proches, malgré des enquêtes d'opinion qui donnent invariablement vainqueur son principal rival. La course en tête de l'ancien dirigeant du Parti socialiste, dont les stratèges de l'UMP espéraient qu'elle prenne fin, a incité Nicolas Sarkozy à accélérer la confrontation.

Le président de la République, qui avait annoncé sa candidature fin novembre 2006 dans une interview à la presse régionale pour sa première aventure présidentielle couronnée de succès, devrait se déclarer aujourd'hui au journal de 20 heures de TF1, selon des sources au sein de la majorité. A l'Élysée, où l'on entretient volontiers le suspense – « le coup d'éclat permanent », moque François Hollande –, on assurait hier encore que rien n'était décidé.

« Ça va décoiffer ! »

Il y a pourtant des signes qui ne trompent pas. L'ancien ministre Christian Estrosi, député-maire UMP de Nice, a lancé hier par voie de communiqué une invitation « à suivre l'annonce de la candidature officielle de Nicolas Sarkozy mercredi 15 février 2012 à 20 heures » devant les écrans de télévision de sa permanence.

L'un des scénarios envisagés est que le chef de l'État annonce son entrée en campagne ce matin lors du

2012 Les déclarations de candidature des présidents sortants

PRÉSIDENTIELLE
Charles de Gaulle



Aujourd'hui, je crois devoir me tenir prêt à poursuivre ma tâche

4 novembre 1965

1 mois et 1 jour avant le 1^{er} tour (5 décembre)
Allocution télévisée d'un peu moins de 10 minutes à 20 heures

Réélu à 55,2% des voix (2nd tour)

Valéry Giscard d'Estaing



J'ai décidé de me présenter pour un septennat nouveau

2 mars 1981

1 mois et demi avant le 1^{er} tour (26 avril)
Intervention télévisée d'un peu plus de 10 minutes à 20 heures

Battu par François Mitterrand

François Mitterrand



Simple oui à la question d'Henri Sannier

22 mars 1988

1 mois et 2 jours avant le 1^{er} tour (24 avril)
En direct sur le plateau du journal de 20 heures

Réélu à 54% des voix (2nd tour)

Jacques Chirac



Oui, je suis candidat en réponse à la question de la maire de la ville d'Avignon

11 février 2002

2 mois et demi avant le 1^{er} tour (21 avril)
Lors d'un déplacement à Avignon

Réélu face à Jean-Marie Le Pen avec 82,2% des voix (2nd tour)

Photos Reuters

Conseil des ministres et l'officialise ce soir à la télévision en « s'adressant directement aux Français ».

Nicolas Sarkozy devrait tenir sa première réunion publique demain soir à Annecy (Haute-Savoie), selon la fédération locale de l'UMP. Un autre meeting est prévu dimanche à Marseille. La ministre de l'Ecologie Nathalie Kosciusko-Morizet, qui ambitionne de se présenter à l'élection présidentielle de 2017, devrait vraisemblablement être sa porte-parole. « Vous allez voir, ça va décoiffer ! », pronostique, confiant, un ministre alors que nombre d'élus de la majorité s'interrogent sur les chances réelles du candidat et l'effet d'annonces telles que la « TVA sociale » sur l'électorat.

Candidat « pour proposer quoi ? » ironise Hollande

François Hollande a ironisé hier sur le faux suspense entretenu autour de la déclaration de candidature de Nicolas Sarkozy, assurant qu'elle ne modifierait pas sa propre trajectoire dans la course à l'Élysée. En visite à Saint-Etienne, le candidat socialiste a mis au défi le chef de l'État de présenter son projet. « Il est candidat depuis longtemps d'ailleurs. Après, il devra dire pourquoi il est candidat après un tel bilan. Pour proposer quoi ?

Pour faire comment ? »

François Hollande a aussi ironisé sur la proposition d'un référendum lancée par le chef de l'État sur des sujets comme l'immigration ou les droits des chômeurs. « Il nous annonce un référendum chaque matin, et même un le matin et un le soir, alors qu'il n'en a fait aucun pendant cinq ans. S'il veut faire des surprises chaque jour, libre à lui, mais c'est plutôt la mauvaise surprise depuis cinq ans. »

Fillon veut un référendum sur la règle d'or



François Fillon a jugé hier nécessaire le recours au référendum pour faire adopter le principe de la « règle d'or » inscrivant dans la Constitution la nécessité d'équilibrer les comptes publics. Le chef du gouvernement, se livrant devant les députés UMP à une explication de texte sur les référendums, a estimé qu'il serait impossible de faire adopter la « règle d'or » par le Congrès, en raison notamment du fait que l'opposition est désormais majoritaire au Sénat.

« Quel que soit l'avis qu'on a, nous se-

rons obligés de recourir au référendum. L'évolution des institutions européennes et les décisions prises face à la crise financière rendent nécessaire le recours au référendum, comme par exemple à propos de la règle d'or. Il faudra des référendums à l'avenir », a déclaré le Premier ministre.

En phase avec le président sur les étrangers et les chômeurs

Le chef du gouvernement a aussi défendu le référendum sur le droit des étrangers proposé par Nicolas Sar-

kozy dans son interview au Figaro Magazine. « Il ne s'agit pas de faire un référendum sur l'immigration mais de simplifier le contentieux des étrangers (...) On a essayé de le faire mais on n'a pas pu le faire. Pourquoi? Parce qu'il faut modifier la Constitution », a-t-il expliqué. François Fillon a également justifié l'éventuel recours au référendum sur une réforme de l'indemnisation et de la formation des chômeurs : « Le président de la République, conscient des blocages si les partenaires sociaux sont contre, a proposé un référendum ».

En bref

Un lycéen meurt après une altercation pour un bonnet à 20 €

Un adolescent blessé d'un ou deux coups de couteau lors d'une bagarre hier dans un lycée de Bourges (Cher) a succombé à ses blessures, a confirmé dans la soirée le vice-procureur de Bourges Alain Zakrajsek. La victime allait avoir 18 ans.

L'altercation serait liée à une dette de 20 euros pour l'achat d'un bonnet, indique-t-on de source proche de l'enquête.

Condamné pour le Lasso Monsanto va faire appel

Le groupe Monsanto va faire appel de sa condamnation prononcée lundi à Lyon pour l'intoxication d'un agriculteur charentais, qui est la première du genre, a annoncé hier un représentant du géant américain des pesticides. Le tribunal a ordonné une expertise des préjudices subis par Paul François, un céréalier de 47 ans ayant subi de graves troubles neurologiques après avoir inhalé du Lasso, un pesticide aujourd'hui interdit.

Pas de sanction contre le député Serge Letchimy

Aucune sanction ne sera prise à l'encontre du député apparenté socialiste Serge Letchimy, qui avait fait mardi dernier un lien entre les idéologies totalitaires du XX^e siècle et les propos du ministre de l'Intérieur Claude Guéant qui avait estimé que toutes les civilisations « ne se valent pas ». Le président de l'Assemblée, l'UMP Bernard Accoyer, a annoncé hier qu'aucune sanction n'avait été prise faute d'unanimité.

La consommation de produits bio a quadruplé en 10 ans

Le marché des produits issus de l'agriculture biologique a quadruplé en dix ans pour atteindre quatre milliards d'euros en 2011, soit environ 2,6 % de la consommation alimentaire en France. Les moyennes et grandes surfaces concentrent toujours la majorité des ventes (65 %), loin devant les ventes à la ferme ou les marchés.